

Cérémonie de remise des insignes de docteur honoris causa à M. le Président Mikhaïl Serguéiévitche Gorbatchev*

Monsieur le Président, Président de l'Union des Républiques socialistes
soviétiques,
Monsieur le Ministre de l'Education nationale, cher collègue,
Monsieur le Représentant du Premier ministre,
Madame,
Messieurs les Ambassadeurs,
Messieurs les membres de l'Institut,
Monsieur le Recteur de l'Académie de Paris, Chancelier des Universités,
Monsieur le Président de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne,
Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,
Mes chers collègues,

Si je vous saluais à l'instant, Monsieur le Président, du titre de Président
de l'URSS c'est que vous êtes le premier et le dernier à l'avoir porté et
ceci suffirait à montrer la place singulière qui est la vôtre dans l'histoire
de votre pays. Mais, même si l'on m'a recommandé d'être bref, ce que
je sais mal faire, ce résumé de votre carrière serait je crois un peu
lapidaire pour l'éloge que par ma voix l'Université veut aujourd'hui,
dans ces circonstances solennelles, vous adresser.

* En Sorbonne le 12 décembre 2001. Éloge du récipiendaire par le Professeur Jean-Claude Colliard, membre du Conseil Constitutionnel.

Cérémonie de remise des insignes...

Il nous arrive de temps à autre de faire docteur honoris causa de notre Université tel ou tel responsable politique lors d'une visite officielle, généralement à la demande pressante du Ministère des Affaires étrangères. L'exercice a quelque chose d'un peu contraint et nous ne l'acceptons que lorsque l'intéressé a des titres éminents à faire valoir, n'ayez pas d'inquiétude sur la qualité de la compagnie, elle vient de vous être présentée, que vous allez rejoindre.

Mais il n'en va pas de même aujourd'hui, vous n'avez plus de fonctions dans l'État, et c'est en toute sincérité que nous avons souhaité vous accueillir parmi nous. Le Président Michel Kaplan, éminent spécialiste de l'histoire byzantine, discipline dont il vient de nous montrer qu'elle s'apparente plus à la kremlinologie qu'on ne le pensait, a bien voulu en confier la mise en œuvre à la Commission de spécialistes de science politique que je préside, ce qui me vaut l'honneur d'être votre parrain. A l'unanimité la Commission puis le Conseil de l'Université ont décidé de vous conférer ce grade qui est la plus haute distinction que nous puissions décerner. Elle signifie que nous voulons partager avec vous, ce dont nous sommes le plus fiers, notre grade de docteur de l'Université. Et cela sans vous demander de thèse, en considérant que l'œuvre qui a été la vôtre les vaut toutes, on appellerait cela dans le jargon technocratique d'aujourd'hui, qu'affectionne notre ministère sinon notre ministre, la validation des acquis professionnels.

Cette décision étant prise, il me faut dire à tous ceux qui en sont déjà pleinement convaincus, puisqu'ils ont tenu à vous entourer lors de cette cérémonie, en quoi elle se justifie et quelle est cette œuvre que j'évoquais. On a connu des tâches plus difficiles, si ce n'est que je vais avoir, mais c'est la loi du genre, à retracer une vie que vous connaissez évidemment mieux que moi et une volonté dont vous serez dans quelques instants un meilleur interprète. Il me faut donc solliciter votre indulgence pour les quelques mots que je vais dire afin de retracer votre carrière, votre action à la tête de l'État et les leçons que nous pouvons à mon sens en retenir ou vous demander.

Vos débuts, Monsieur, prennent place autour d'un lieu qui porte un nom aussi exotique pour nous qu'il est familier pour vous : Stavropol au Nord du Caucase où vous grandirez, où vous occuperez vos premières responsabilités politiques et que vous ne quitterez que pour entamer l'ascension qui vous conduira au sommet de l'État.

Si votre naissance, le 2 mars 1931, a bien lieu dans la région de Stavropol, c'est plus précisément dans le petit village de Privolnoé et si je cite ce détail c'est que le mot peut je crois se traduire par liberté, le signe mérite d'être relevé même s'il ne brille pas particulièrement cette année-là qui est celle de la collectivisation forcée des terres et elle est au Nord-Caucase plutôt rude. Votre famille, acquise à l'idéal de la Révolution, y prend sa part, votre grand-père Andréï devient président du Kolkhoze et votre-père, Sergueï en est le premier tractoriste. Voilà une origine prolétarienne et militante qui qualifie, si les dons personnels viennent à l'appui et ce sera votre cas, pour être comme l'incarnation de l'homme nouveau que l'Etat soviétique appelle de ses vœux. Ce, à condition de traverser les épreuves et elles commencent vite, votre région sera occupée par l'armée hitlérienne quand vous avez onze ans, ce qui interrompt vos études mais vous les reprenez vite et, après avoir eu la joie de retrouver votre père blessé en Pologne mais vivant, vous obtenez en 1950 le certificat de maturité, c'est l'équivalent de notre baccalauréat mais le terme est plus évocateur.

Encore que l'on ignore le détail de vos notes, mais rassurez-vous elles ne comptent pas dans l'attribution du grade que nous vous décernons aujourd'hui, elles doivent être satisfaisantes puisque vous entrez aussitôt à l'Université de Moscou. Vous choisissez le droit, ce qui nous touche particulièrement mes collègues juristes et moi-même d'autant que c'est semble-t-il pour une raison que nous connaissons bien. On a l'habitude en France de dire que l'on fait son droit lorsqu'on ne sait pas bien quoi faire et c'est semble-t-il un peu votre cas. Vous seriez bien tenté par la physique mais l'horizon en paraît étroit - je dis cela parce qu'on n'a pas de physiciens dans notre Université- à un esprit comme le vôtre, traversé de toutes les curiosités. Après tout le droit, c'est aussi Montesquieu, Rousseau et la théorie marxiste de l'État qui n'est pas sans intérêt. En 1955, vous voilà juriste diplômé mais aussi militant et même depuis 1952, date de votre adhésion au parti communiste, responsable du Komsomol de la Faculté. Dès lors votre voie est tracée : ce sera la politique et donc la prise de responsabilité au sein du parti. Ce choix peut paraître étrange mais le parti c'est aussi l'autre administration du pays et votre décision est donc quelque peu équivalente- idéologie en plus ce qui n'est pas rien- à celle d'un jeune français de la même époque embrassant la carrière préfectorale. Et vous le faites d'autant

Cérémonie de remise des insignes...

plus volontiers que, Staline étant mort en mars 1953, vous pressentez le dégel qui va survenir avec Khrouchtchev, vous direz plus tard l'intérêt que vous portez à son action et les limites de celle-ci.

Le parti vous envoie à Stavropol, chez vous, pour diriger un service du comité de la ville du Komsomol, vous en serez le premier secrétaire dès l'année suivante en 1956. Les premiers pas sont rapides les suivants le seront tout autant puisque vous allez gravir l'un après l'autre tous les échelons de la hiérarchie locale pour devenir en 1970 premier secrétaire du territoire. Mais dans l'intervalle à vos fonctions locales s'ajoutent de premières responsabilités nationales : à 30 ans, en 1961, vous êtes délégué au 22^{ème} congrès où vous entendez le fameux rapport Khrouchtchev sur la déstalinisation. Le premier secrétaire de Stavropol de l'époque, Kouliakov, qui vous y a sans doute emmené, est élu titulaire au Comité central et à la chute de Khrouchtchev, il devient responsable du secteur agricole du parti ; probablement dans l'espoir de venir un jour l'assister, vous redoublez d'intérêt pour cette question en devenant, à ce que j'ai cru comprendre un spécialiste du chaulage et de la jachère et l'inspirateur de quelques réformes d'importance dans ce secteur vital de l'économie du pays. En 1970, donc, non seulement vous lui succédez comme premier secrétaire du territoire, alors qu'il entre au Politburo, mais vous êtes aussi député au Soviet suprême et, au 24^{ème} Congrès, membre titulaire du Comité central. Le national et le local se mêlent. Le premier l'emporte, lorsqu'en 1978, à 47 ans vous devenez secrétaire du Comité Central, à la place justement de Kouliakov qui avant de disparaître a su attirer sur vous l'intérêt de personnages puissants, comme Souslov et Andropov, eux aussi anciens de Stavropol.

C'est avec leur appui que vous devenez en 1980 le benjamin du Politburo : à 49 ans vous avez tout simplement vingt ans de moins que la moyenne d'âge des membres du groupe dirigeant. Et tout s'accélère encore puisque cette moyenne d'âge fait que les successions se précipitent. En novembre 1982 à la mort de Brejnev, c'est Andropov qui devient Premier secrétaire : vous avez avec lui des liens d'amitié et vous serez un de ses principaux lieutenants à tel point que votre nom commence à être prononcé parmi ceux des successeurs possibles lorsqu'il disparaît à son tour en février 1984.

Je m'arrête là un instant, car il se trouve que j'ai eu l'occasion, représentant le Président François Mitterrand avec le Premier ministre Pierre Mauroy, d'assister aux obsèques d'Andropov. Etonnant spectacle que celui de la Place Rouge avec le peuple, le peuple tout entier comme on disait à l'époque, rangé par carrés de cent ou plutôt de mille, il est si grand : là le carré des ouvriers, celui des paysans, celui des marins, celui des syndicats et bien d'autres, il y avait même je pense un carré des artistes. Pour présider et le peuple et la cérémonie, debout sur le mausolée du fondateur, le Politburo, pardessus gris et chapeau mou, vous en étiez certainement et dans cette tenue. Et dans cette cérémonie, à tous les sens glaciale, nous étions en février loin des lilas du mois de mai, un seul signe d'humanité, lorsque l'épouse d'Andropov, mais peut-être suis-je en train de confondre avec les obsèques de Tchernenko, écarte la garde pour embrasser une dernière fois le défunt dans son cercueil ouvert et, m'a-t-il semblé, le bénir d'un crucifix... Ô Dieu, l'étrange peine et l'étrange cérémonial où l'on laissait, comme le veulent les écritures, les morts ensevelir les morts...

Mais la politique reprenait ses droits et dans les salons du Kremlin où l'on accueillait les délégations étrangères nous allions aux informations pour savoir qui succéderait. Cela nous fut donné avec certitude par un membre du comité central qui nous avait été recommandé : «cette fois-ci ce sera Tchernenko, mais cela ne durera pas et pour la suite observez bien Romanov et Gorbatchev, c'est entre eux que cela se jouera». La prévision était parfaite : ultime sursaut des brejnéviens ou ultime concession qui leur était faite, Tchernenko déjà bien malade fut élu, il mourut un an après et le 11 mars 1985, le Comité central vous élit Premier Secrétaire « edinodouchno » c'est-à-dire d'une seule âme, ce qui a en croire les savants commentateurs veut dire qu'à l'unanimité finale s'ajoute l'enthousiasme. Vous voilà à 54 ans, c'était sans précédent depuis longtemps, au sommet du pouvoir.

Quels peuvent être à ce moment vos sentiments ? « Enfin les difficultés commencent » comme aiment à le dire les révolutionnaires qui veulent vraiment transformer le monde, ce n'est pas toujours le cas, et ont enfin l'instrument du pouvoir ? Plus certainement aviez-vous en tête la contradiction fondamentale, figure familière pour qui a été formé à la dialectique, qu'Henry Kissinger résumera plus tard par la formule « Si Gorbatchev ne fait rien, c'est la crise économique,

Cérémonie de remise des insignes...

s'il fait quelque chose c'est la crise politique » Mais il n'est pas dans votre tempérament de ne rien faire et la crise économique vous saviez bien, par votre expérience de l'agriculture, qu'elle était là, ne serait-ce que parce que les dépenses militaires absorbaient deux à trois fois plus que ce que l'on reconnaissait officiellement, jusqu'à 40% du budget de l'État, notez-vous dans vos mémoires. Il fallait donc changer et cette politique du changement vous l'organisez autour de deux maître-mots très vite populaires jusqu'à faire partie, même en France, du langage courant, glasnost et perestroïka ; et vous y rencontrez un certain succès jusqu'à ce que votre action se brise sur les difficultés de l'Union.

La première orientation, la glasnost vous la lancez tout de suite : vous sentez bien qu'il faut donner de la liberté à cet immense peuple qui n'en peut plus du silence et du conformisme. On vient de lui demander soixante-dix ans de sacrifices pour bâtir le socialisme - j'ai peur d'ailleurs qu'on lui en demande aujourd'hui autant pour bâtir le libéralisme- et qui voit bien que l'écart avec cet Occident qu'il s'agissait de rattraper et de dépasser ne cesse de s'accroître. Qui le voit bien, et vous l'avez tout de suite compris, parce qu'une certaine forme de mondialisation a commencé, celle de l'information, que les ouvrages des dissidents et les images des télévisions se bousculent et qu'on ne peut vraiment plus faire croire au paradis soviétique opposé à l'enfer capitaliste. Vous choisissez donc la transparence : l'information est plus libre, la répression cesse, la liberté de conscience et de religion est proclamée. C'est l'ouverture, la levée des tabous et l'autorisation de la critique. Et les faits vous donnent vite raison si l'on en juge par la spectaculaire progression du tirage d'une presse qui pourtant ne va pas assez vite à votre goût, vous lui reprochez encore en janvier 1987 son «manque d'esprit de principe et d'audace».

Ce sera votre principal succès : vous notez dans vos mémoires «j'ai donné la liberté aux gens». Heureux, Monsieur, le chef d'Etat qui peut légitimement dire cela : ils ne sont pas si nombreux et ce seul fait suffirait à ce que l'on vous honore.

Mais cette transparence, elle va révéler, vous le savez bien, les défauts du système et la nécessité de sa restructuration va devenir évidente : c'est votre deuxième objectif, la perestroïka que vous parvenez à faire entrer dans les faits en l'appliquant à tous les secteurs de la société : vous en faites le principe fondateur ou plutôt refondateur en toutes

choses, ainsi le livre que vous publiez en 1987 «Perestroïka, nouvelle pensée pour notre pays et le monde». Ce sera le temps des réformes économiques mais vous le reconnaîtrez vous-même, vous devrez reculer à l'automne 1988 devant l'opposition conjuguée des conservateurs et de l'opinion publique manipulée par les populistes. Vous serez plus heureux en revanche avec la restructuration politique ! Votre projet n'est pas mince : il ne s'agit pas moins que de retirer le pouvoir au parti communiste pour le transférer à des assemblées librement élues, définies par la réforme constitutionnelle de 1988, dans lesquelles il aurait naturellement sa place mais plus toute la place : les élections du 26 mars 1989 sont pour la première fois disputées et de nombreux candidats officiels du parti sont battus au profit des réformateurs qui vous soutiennent et des nationalistes dont viendra le danger. Cet état de fait se traduit bien vite dans le droit et en mars 1990, le Congrès du peuple décida de modifier le célèbre article 6 de la Constitution : désormais le pluripartisme était officiellement reconnu. Cela avait des conséquences considérables mais cela en avait d'abord une pour vous : puisque le parti communiste n'était plus la force dirigeante de l'Union son secrétaire général n'avait plus vocation naturelle à en être le principal dirigeant ; il vous fallait donc séparer le parti de l'État et asseoir votre pouvoir sur votre fonction dans celui-ci. Aussi, le même Congrès vote la création de la fonction du Président de l'Union et le 14 mars vous élit Président pour cinq ans.

Mais vous restez en même temps, Secrétaire général du Parti, à une large majorité le Congrès a permis ce cumul, et vous vous appliquerez, là aussi, à le transformer pour l'adapter à sa fonction nouvelle. Ce fut le 28^{ème} Congrès, en juillet 1990, où vous remportez une large victoire contre les conservateurs. Il paraît que vous aimez à citer un vers de Maïakovski «seul le parti ne me trahira jamais». J'ai peur que beaucoup soient morts, et peut-être Maïakovski lui aussi, pour avoir cru cela, mais ce jour-là c'était vrai. Et vous qui noterez dans vos mémoires «la dégénérescence des partis révolutionnaires en partis conservateurs est inévitable» vous avez pu croire en ce mois de juillet avoir inversé le cours de cette histoire.

La restructuration politique était en effet considérable. Mais elle avait déchaîné des passions qui n'allaient pas tarder à se révéler fatales. C'est sans doute ce qu'avait pressenti François Mitterrand, lors de la

Cérémonie de remise des insignes...

visite que vous lui fîtes en octobre 1985 et je me souviens d'avoir eu l'honneur de vous y être présenté. A en croire Andreï Gratchev dans le livre qu'il vous consacre, il aurait dit après cette rencontre «Cet homme a des plans saisissants mais se rend-il compte des conséquences que peuvent avoir ses tentatives pour les réaliser». Je l'ai entendu dire les choses de manière plus imagée «Gorbatchev — c'est une citation car je n'aurai pas l'audace de m'adresser aussi familièrement à vous cher Mikhaïl Serguéievitch - est dans la situation de quelqu'un qui voit une tache sur son mur et décide de le repeindre. Mais en préparant le fond il s'aperçoit que s'il y a une tache c'est qu'une brique est descellée ; et en la remplaçant que le mur s'est affaissé... et en le remontant que les fondations sont effondrées»... Vous voyez à quoi conduit l'apologue : plus vous avanciez dans la restructuration plus la fragilité des fondations se manifestait. Et ces fondations, c'étaient celles de l'Union des Républiques.

En donnant la liberté et le suffrage vous aviez en quelque sorte soulevé le couvercle et sous le couvercle apparaissait ce que vous appellerez le bouillonnement ethnique : au Kazakhstan, dans le Haut-Karabagh, dans les pays baltes et bien d'autres.

Comme si ce qu'on avait l'habitude de désigner sous le nom un peu méprisant de superstructures, les religions, les nationalités prouvaient avec leur vitalité leur permanence. Vous comprenez vite le danger mortel qu'il y a là. J'ai l'habitude de citer à mes étudiants, lorsque nous parlons de ces problèmes, le mot de Renan « la nation c'est la volonté de vivre ensemble ». Et cette volonté existe-t-elle encore dans l'Union soviétique alors que chaque République élit son Parlement et son Président ou se prépare à le faire ? Vous comprenez donc qu'il faut refonder l'Union et pour cela obtenez l'accord pour soumettre à référendum le projet d'une Union rénovée : le oui est massif le 17 mars 1991, mais 6 Républiques sur 15 ont refusé de l'organiser. Pour sauver ce qui peut l'être, vous obtenez l'accord sur un projet dit 9 + 1, les 9 Républiques et l'Union mais c'est un accord du bout des lèvres, surtout de la part de la Russie d'Eltsine qui ne voit pas pourquoi il devrait se soumettre à un autre pouvoir. Dans cet affrontement qui devient inévitable, vous avez des soutiens, je me souviens encore de Jean-Pierre Cot, Professeur de notre Université et alors parlementaire européen apostrophant le Président de Russie pour lui dire que c'est

vers vous et non vers lui que se tournait la confiance. Deux jours avant la signature prévue éclate, ce n'est pas un hasard, le putsch du 18 août ; s'il échoue piteusement il montre l'étendue des désaccords et le désarroi de l'opinion. A la place de l'Union dont vous rêvez, le 8 décembre, la Russie l'Ukraine et la Biélorussie décident la création d'une Communauté des Etats indépendants que vous désapprouvez tant son contenu paraît insignifiant. Mais que vous reste-t-il pour faire valoir votre opposition, rien que la démission de la présidence d'une Union qui n'existe plus, c'est ce que vous faites le 25 décembre 1991 avec, dites-vous, inquiétude mais aussi espoir.

L'espoir, il n'est certainement pas dans la CEI : il m'est arrivé, avec notre collègue Michel Lesage que vous connaissez et qui connaît tout de l'URSS, de visiter son siège à Minsk : une grande salle de conférence vide, des bureaux vides, même pas l'embryon d'une administration, vous aviez vu juste sur son inexistence.

L'espoir c'est sans doute celui de reprendre le combat politique ; auréolé de votre prix Nobel de la Paix, vous créez dès janvier 1992, la Fondation Gorbatchev à laquelle vous vous consacrez désormais après avoir mesuré une nouvelle fois, lors de l'élection présidentielle de 1996, l'ingratitude qui souvent accompagne ceux qui ont essayé de bousculer les hommes et les choses. Une épreuve plus terrible encore vous attend, la disparition de Raïssa, la compagne de toute une vie depuis l'Université jusqu'à la période des jours heureux, elle avait su charmer en Occident les foules et les cœurs, jusqu'à celle des crises, on ne peut lire sans émotion les pages de son journal lors du putsch du mois d'août, vous les publiez dans vos mémoires. Je n'ai trouvé trace que d'un seul reproche de sa part à votre rencontre : vous n'aviez pas eu le temps de dénicher le petit lopin de terre sur lequel elle aurait souhaité installer la ruche que voulait lui offrir Danielle Mitterrand. Permettez-moi, au risque de réveiller ce douloureux souvenir, mais il ne vous quitte pas, et vous non plus Madame, de l'associer à l'hommage qui vous est rendu.

Vous avez, Monsieur le Président, la nostalgie de l'Union. Au risque de surprendre je voudrais vous dire que je la comprends. Elle a été dans le monde bipolaire que nous avons connu pendant longtemps l'autre puissance, avec ses grandeurs et ses ombres. Parmi les premières les sacrifices héroïques du peuple soviétique pendant la guerre, et je l'oublie d'autant moins que mon père, lui aussi professeur de cette Université,

Cérémonie de remise des insignes...

avait été libéré de son camp de prisonniers de guerre par l'Armée rouge, il en avait quelque reconnaissance ; cela lui permit de rentrer en France d'où, après les délais d'usage, ma naissance qui m'associe à cette reconnaissance. Mais les ombres aussi et c'est la réalité terrible du goulag ; on a dit à propos des attentats du 11 septembre, le mot m'a marqué, « celui qui tue au nom de Dieux tue deux fois ». Que dire alors de ceux qui tuent au nom de l'amour de l'homme... C'est votre honneur Monsieur que d'avoir mis fin à cela et d'avoir, le geste était symbolique mais que faire de plus, réhabilité les victimes des purges et des déportations.

Il me reste à dire en quelques mots les leçons que nous pouvons tirer de votre action : la paix, la volonté et la question du socialisme démocratique.

La paix a été la trame permanente de votre action. J'ai lu qu'à votre arrivée au pouvoir, en 1985 vous aviez sur vous une petite fiche indiquant quels seraient les trois axes de votre politique internationale : sortir d'Afghanistan, en finir avec la course aux armements, améliorer les relations avec les Etats-Unis et la Chine. Et ce programme vous le remplissez point par point.

L'Afghanistan, il est encore dans le tragique de notre actualité. Il paraît que Engels en avait fait l'exemple même de la guerre coloniale qu'on ne peut gagner. Sans doute, même si Souslov était encore là, on ne lisait plus Engels dans le Politburo de décembre 1979 qui prit la décision d'intervenir et moins encore Kipling, mais on avait moins de raisons pour ce faire, qui y fait disparaître l'homme qui voulut être roi... Etait-ce l'internationalisme prolétarien, mais quel prolétariat pour le mode de production asiatique, était-ce l'éternel désir des mers chaudes, c'est l'explication qu'avancent ceux qui se piquent de géopolitique et là, je me méfie car il y en a dans notre Université, plus d'ailleurs que de mers chaudes en Afghanistan, je ne sais, mais le résultat fut catastrophique, vous l'avez tout de suite compris et ordonné le retrait qui, le temps ayant été laissé à l'armée pour l'accepter et s'y préparer, fut effectif au début de 1990. La paix, vous l'avez encore mise au centre de votre compréhension du monde lors de ce grand discours à l'Assemblée générale de l'ONU, c'était en novembre 1988, où vous plaidez pour mettre l'homme au centre des équilibres à trouver dans les relations

entre les Etats. Et tout cela fut reconnu et entendu, puisque vous est attribué, ce qui est rare pour un Chef d'Etat en exercice, le prix Nobel de la Paix à l'automne 1990.

Quant à la réduction des armements, il suffit de rappeler que vous fûtes le principal artisan du traité de 1987 sur l'élimination des missiles à moyenne portée en Europe. Et l'amélioration des relations avec les autres grandes puissances, elle ne pouvait qu'intervenir après cela et ce fut bien le cas.

Pour ce qui est de la volonté, j'ai déjà dit qu'il en fallait pour oser penser à transformer une société aussi profondément figée que l'était la société soviétique après Brejnev. Vous en donnerez un autre exemple, ici même Monsieur le Président, car vous êtes un habitué de notre Sorbonne. Lors d'un voyage en France en juillet 1989, au moment du bicentenaire de la Révolution, vous rencontrez dans le grand amphithéâtre intellectuels, professeurs et étudiants et vous leur dites ce que doivent être les exigences politiques de l'époque : la maîtrise du développement, le partage avec les pays pauvres, la tolérance et la liberté. Rien de tout cela n'a vieilli. Comme vous l'avait dit François Mitterrand lors de votre précédente rencontre : « Si vous parvenez à accomplir ce que vous envisagez cela aura des conséquences mondiales ».

Et ces conséquences, Monsieur, il me plaît à songer que ce pourrait être la définition d'un socialisme définitivement réconcilié avec une liberté dont il n'aurait jamais dû se séparer. Vous y pensez fortement puisqu'en juillet 1991, lorsque vous vous préoccupez de transformer le parti communiste vous faites adopter un projet de programme pour un socialisme démocratique humain. Nous avons un peu de mal en ce début du XXIème siècle, qu'on me pardonne de dire cela dans cette Sorbonne qui en a tant parlé - Ô mânes de Labrousse n'écoutez point cela- à penser ce socialisme. Nous savons déjà que ce n'est plus l'appropriation collective des moyens de production, nous apprenons que cela ne peut pas être seulement la redistribution fiscale mais alors qu'est-ce, je me refuse pour ma part à croire que ce pourrait être la simple addition libertaire des revendications communautaires. J'ai vu avec intérêt que vous veniez de fonder, il y a quelques semaines en Russie un parti social-démocrate. Comme nous avons l'habitude de

Cérémonie de remise des insignes...

proposer à nos jeunes docteurs une recherche post-doctorale j'aurais envie de proposer ce thème à la réflexion du docteur que vous devenez. Il y a là une grande tâche qui est devant vous.

Et je termine en revenant, comme il se doit, à mon commencement : vous dites volontiers, paraît-il « dès mon enfance je voulais étonner le monde ». Le monde, le monde entier, vous l'avez pendant des années étonné et fasciné. Un de nos poètes - ou peut-être un des vôtres, ils sont grands aussi, et lorsque l'on dit un poète, c'est qu'on ne sait plus lequel ce qui est bien mon cas aujourd'hui, un poète donc a dit « L'homme qui n'a pas déçu l'enfant qui était en lui peut se féliciter d'avoir réussi sa vie ». Et bien, Monsieur le Président, même si vous pensez, et nous le pensons avec vous, votre destin inachevé, vous avez su faire ce que voulait faire le jeune Mikhaïl Serguéievitch de Stravropol. Vous avez réussi votre vie.